

La semaine de 4 jours en est à ses prémices dans la fonction publique

Déjà mise en œuvre dans les entreprises privées, la semaine de 4 jours semble également faire partie de l'organisation du travail dans le secteur public, et ce, dans des structures très diverses telles que les maternités, à la Caisse des dépôts, au ministère de la Culture ou encore à la Métropole européenne de Lille.

L'information a fait grand bruit. Début février, le ministre délégué aux comptes publics, Gabriel Attal, a annoncé le lancement d'une expérimentation sur le bien-être au travail des agents de l'Urssaf Picardie, qui pourront s'ils le souhaitent concentrer leurs 36 heures de travail sur 4 jours au lieu de 5. *"Je crois que beaucoup de Français aspirent aujourd'hui à travailler différemment, a notamment déclaré le ministre. La semaine de 35 heures en quatre jours, que 10 000 Français expérimentent déjà dans des secteurs économiques très variés comme le recyclage industriel ou l'information, cela peut être moins de temps passé dans les transports, moins de stress, et au final, plus de bien-être au travail."* Une annonce qui a donc été largement relayée et aussi parfois déformée. Bon nombre de médias l'ayant présenté comme une initiative concernant des agents publics alors que les personnels de l'Urssaf Picardie sont soumis au droit du travail privé.

L'occasion pour la rédaction d'*Acteurs publics* de creuser davantage et de voir si la semaine de 4 jours est déjà une réalité dans la fonction publique. Au-delà de l'exemple de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), souvent cité, il semble que la pratique, loin d'être généralisée, soit tout de même déjà répandue. *"Il faut savoir que travailler 4 jours par semaine est déjà possible dans bon nombre d'administrations"*, précise-t-on au sein du ministère de la Transformation et de la Fonction publiques. *"Le corpus de textes législatifs permet une véritable souplesse dans l'organisation du travail et laisse aux employeurs publics la possibilité d'y recourir."*

Et de préciser qu'à l'hôpital, le cycle de travail d'un grand nombre de soignants est déjà organisé sur 4 jours par semaine, de même qu'au sein de la Caisse des dépôts. Un cas de figure un peu particulier, mais le cabinet du ministre Stanislas Guerini l'assure, la semaine de 4 jours pour les agents publics à la Caisse des dépôts est déjà une réalité. *"De la même manière au ministère de la Culture, sur certains métiers, les semaines sont organisées sur 4 ou 4,5 jours par semaine, notamment pour les agents de surveillance encore une fois avec des contrats de droit public."* Autre illustration dans la fonction publique territoriale, les agents de la Métropole européenne de Lille (MEL) ont aussi la possibilité de réaliser leurs 35 heures de travail sur 4,5 jours ou 70 heures sur 9 jours. *"31 % des agents ont choisi l'une des deux formules"*, assure-t-on au ministère de la Transformation et de la Fonction publiques.

Faire évoluer les pratiques managériales

Le système fonctionne également déjà dans les maternités où la semaine de 4 jours est souvent mise en place pour pouvoir assurer un meilleur suivi des jeunes mamans : en resserrant le temps de travail, cela permet de proposer un interlocuteur unique et de gagner en qualité de service. Un dispositif qui pourrait d'ailleurs être poussé plus avant par Stanislas Guerini, *"dans un cadre plus large de l'organisation des temps de travail"*, précise-t-on au sein de son cabinet. *"Une formule qui se jumelle avec d'autres systèmes comme le télétravail avec pour objectif de répondre aux attentes des agents en matière de souplesse dans l'organisation de leurs temps de vie."* Autant d'aspects intégrés au programme d'amélioration des conditions de travail des agents baptisé Fonction publique +, détaillé par le ministre à l'Institut régional d'administration (IRA) de Nantes, le 6 janvier dernier. *"L'aménagement du temps de travail est une donnée essentielle pour l'agent qui mérite d'être travaillée avec les parties prenantes afin de faire évoluer les pratiques managériales vers une meilleure prise en compte des besoins des agents"*, conclut-on dans l'entourage de Stanislas Guerini.

PAR MARIE MALATERRE